Vu de Grèce : peser les risques – Quelques réflexions sur la situation au Portugal

mardi 10 novembre 2015, par KOUVELAKIS Stathis (Date de rédaction antérieure : 8 novembre 2015).

Ce n'est qu'après avoir fortement hésité que je me suis résolu à commenter les développements récents de la situation au Portugal. Auparavant j'ai écouté avec beaucoup d'attention les arguments de la camarade Mariana Mortagua à la séance plénière de la conférence *Historical Materialism* à Londres, le 9 novembre. J'ai également lu l'interview que Francisco Louça, la figure dirigeante historique du Bloc de Gauche, a donné à Ugo Palheta pour le site *Contretemps* [1].

Toutefois, sur la base de l'expérience grecque, dont les leçons commencent maintenant à être largement comprises par la gauche radicale européenne, j'ai le sentiment que j'ai quelques responsabilités à présenter un avertissement fraternel aux camarades de la gauche radicale portugaise (Bloc de Gauche – BE – et PCP). Je comprends que la situation est loin d'être simple pour eux. Il y a une énorme pression de l'électorat pour « donner une chance » aux Socialistes de former un gouvernement et empêcher la droite de constituer un gouvernement minoritaire que Cavaco Silva et Passos Coelho se sont obstinés à tenter de mettre en place avec le soutien plein et entier de l'UE. Il est clair qu'un gouvernement socialiste dépendant du soutien de la gauche radicale et, au moins officiellement, engagé à annuler certaines mesures d'austérité, se trouvera d'emblée sous les feux de l'UE et de la classe dominante portugaise. Dans ce contexte, on pourrait peut-être comprendre la tactique de soutien « extérieur » à un gouvernement socialiste sur la base d'un accord commun [2], soutien qui devient nul si les accords ne sont pas respectés par les socialistes.

Les risques sont toutefois immenses et me semblent l'emporter de loin sur les gains espérés. Il y a trois façons de résumer cela.

1. La première c'est que l'idée qu'un parti tel que le PSP serait prêt à affronter l'UE et la bourgeoisie nationale pour mettre en œuvre les mesures d'anti-austérité, même modestes, me semble être une illusion complète. Même un parti de la gauche radicale tel que Syriza, dans un pays qui a fait l'expérience des mouvements sociaux d'une amplitude inconnue au Portugal, s'est montré par la suite incapable de poursuivre la confrontation nécessaire pour obtenir ne serait-ce que la plus petite « concession ».

Pour le dire simplement, il paraît tout simplement impossible de voir comment ne serait-ce qu'un « relâchement » de l'austérité peut se mettre en place sans s'attaquer de front au problème de la dette et de la camisole de force imposée par la zone euro, et c'est juste de la folie d'imaginer une seule seconde que le PSP est enclin et/ou préparé pour le faire (en réalité même le BE et le PCP sont relativement prudents sur ces deux questions). On ne peut à cet égard que relever que dans l'accord tripartite PSP-Bloco-PCP la question de la dette est entièrement esquivée, tandis que les dirigeants du PSP ne cessent de declarer que l'accord en question ne remet nullement en cause les "engagements européens" du Portugal.

2. Deuxièmement, l'expérience grecque a également démontré qu'entre une confrontation à grande échelle et la capitulation il n'y a pas de voie intermédiaire. Et cela ne concerne pas un ensemble de revendications anticapitalistes radicales, mais un programme très modéré tel que le "programme de Thessalonique" sur la base duquel Syriza a gagné les élections en janvier 2015. Même le

gouvernement Syriza actuel, qui a accepté un Mémorandum terrifiant et s'est engagé à sa mise en œuvre, est complètement incapable d'obtenir la plus infime concession de l'UE sur une revendication aussi minimale que la protection (conditionnnelle et incomplète) contre les saisies des residences principales par les banques. Les institutions de l'UE seront même moins enclines à faire preuve d'indulgence avec un gouvernement PSP dépendant du soutien de la gauche radicale, et ils mettront certainement en place un chantage comparable à celui auquel le premier gouvernement Syriza a été soumis.

3. Bien évidemment, soutenir un gouvernement sans y prendre part est moins risqué qu'une participation pleine et entière. Il est concevable de retirer son soutien si le gouvernement franchit certaines « lignes rouges » - mais l'expérience démontre que définir ces « lignes rouges » est loin d'être une affaire simple, on l'a vu en Grèce entre avril en juin, lorsque le gouvernement ne cessait de lâcher du lest sur tous les fronts. En tout cas, il est plus que probable que la direction du PSP utilisera l'accord avec le Bloc de Gauche et le PCP de la même façon que Tsipras s'est comporté vis-à-vis de la gauche de son propre parti quand il est entré dans la spirale infernale des concessions menant à la capitulation. A savoir en la soumettant à chantage permanent qui consistait à dire « oseriez-vous renverser le gouvernement de gauche, le premier du genre (et la nouveauté de la configuration vaut également pour le Portugal) de ce pays ? ». Et son calcul s'est avéré juste : il a réussi à piéger la gauche de Syriza jusqu'à ce qu'il soit, en quelque sorte, « trop tard », c'est-à-dire jusqu'à ce que le coût de la sortie du gouvernement, et, en l'occurrence, du parti devienne très coûteux pour l'opposition de gauche et tout à fait gérable pour lui.

Pour nous référer au précédent historique de l'Italie des années 1990, l'expérience du soutien extérieur de Rifondazione Comunista au premier gouvernement de « centre-gauche » de Romano Prodi (1996-1998), un soutien qui a été retiré après deux ans, a aussi démontré que le « partenaire junior » positionné à gauche a beaucoup plus à perdre dans un tel exercice que la force centrale de la coalition de la « gauche modérée ».

En ce qui concerne plus spécifiquement le Bloc de Gauche, dont je me sens très proche, je pense que cette decision est en contradiction avec la lucidité avec laquelle ces camarades ont tiré les leçons de la tragédie grecque et ont changé significativement leur position sur l'euro – un point accentué dans les deux interventions de Mariana et de Francisco mentionnées plus haut. Ainsi, dans son entretien de *Contretemps* Francisco souligne que "la crise grecque a montré qu'on ne peut pas négocier une restructuration de la dette sans être préparé à rompre avec l'euro" et qu'elle "a amené le Bloco à adopter une position plus critique face au chantage et aux menaces imposées par les autorités européennes et par Merkel, en particulier". Le remarquable article de Catarina Principe, une autre personnalité du Bloco, publié dans la revue *Jacobin* [3] juste après les élections, avait également montré l'inflexion sensible de l'orientation, jusqu'alors essentiellement "européiste", du parti dans la foulée de la capitulation de Tsipras.

Il est toujours très délicat de formuler des désaccords avec des camarades menant la lutte dans un autre pays. Toutefois, j'ai peur que la gauche radicale portugaise s'engage sur une voie qui aboutira à la dilapidation du précieux capital politique qu'elle a si difficilement réussi à gagner ces dernières années. L'étendue du désastre subi par le peuple grec et la gauche radicale de mon pays, ainsi que ma pat de responsabilité personnelle dans cette situation, m'obligent cependant à prendre ce risque.

En espérant bien sûr, comme je l'ai fait en écrivant sur Syriza et la situation grecque de ces derniers mois, que je me trompe.

"*Dixi et salvavi animam mea*", comme on dit dans ces cas. [4]

Stathis Kouvelakis, Londres, le 8 novembre 2015

P.-S.

* « Quelques réflexions sur la situation au Portugal ». Lundi 9 novembre 2015, mise à jour Lundi 9 novembre 2015, 15:36 : https://npa2009.org/idees/international/quelques-reflexions-sur-la-situation-au-portugal

* Publié sur son mur Facebook de Stathis Kouvelakis. Traduction Agatha.

Notes

[1] Disponible sur ESSF (article 36298), Une nouvelle situation politique au Portugal ? L'après élections, les leçons de Grèce et le Bloc de gauche : http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article36298

[2] On trouvera un résumé de cet accord en anglais ici http://www.esquerda.net/en/artigo/left-wing-agreement-increases-incomes-and-ends-privatisations/39472
Les principales mesures prévues consistent à faire revenir graduellement d'ici 2019 le salaire minimum et certaines prestations sociales à leur niveau de 2009, à supprimer certaines taxes et à réformer de façon plus juste la fiscalité, à réduire la précarité et geler les privatisations, en annulant celles qui concernent l'eau.

[3] Disponible sur ESSF (article 36300), Hope for the Portuguese Left – "The election's silver-lining came from the forces to the left of social democracy" : http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article36300

[4] Ndt : « Dixi et salvavi animam meam » que l'on peut traduire par « Je ne dis ça que pour sauver mon âme » est une phrase en latin écrite par Karl Marx à la fin de son dernier ouvrage, Critique du programme du Gotha.